

TOUS EN GREVE LE 8 OCTOBRE 2015

Solidaires-Finances Publiques alerte les personnels sur l'accélération des réformes (territoriale, démarche stratégique, retenue à la source) qui entendent remettre profondément en cause la place, le rôle et l'implantation des services publics, dont ceux de la DGFIP et auront des répercussions désastreuses pour le devenir des personnels, leurs missions et leurs conditions de travail.

Avec les suppressions d'emplois envisagées pour 2016, c'est près d'un emploi sur quatre qui aura été détruit en 14 ans aux Finances Publiques. Rien ne semble indiquer que cette hémorragie cesse un jour. Dans notre département, c'est plus d'une centaine de postes qui ont déjà été supprimés soit plus de 21 % des effectifs et la purge ne s'arrêtera pas là alors que les services sont exsangues !

Il est évidemment plus facile de s'en prendre à la fonction publique qu'au secteur financier, seul véritable coupable de la crise actuelle. Il est évidemment plus facile de supprimer des emplois publics que de lutter efficacement contre le chômage.

Le démantèlement continue. Tout est prétexte à la réduction du maillage territorial du réseau au mépris de l'égalité d'accès du citoyen au service public. Après l'annonce brutale de la suppression au 1/1/2016 des trésoreries de Salbris et de Selles/Cher, d'autres postes vont, au nom de la rentabilité et de leur « inutilité » face à la dématérialisation, suivre très rapidement dans la précipitation et sans concertation préalable. A terme, d'autres services seront touchés, à commencer par les SIE, le but de la DG étant d'arriver à un seul SIE départemental. La création des Centres de Contact est un véritable danger pour les SIP. En les vidant de leurs missions d'accueil et de gestion du contentieux, et si on ajoute à cela les suppressions d'effectifs, la DG prépare purement et simplement la mise en place d'un SIP unique par département.

Ne pas réagir, c'est permettre le démantèlement d'encore plus de sites DGFIP ; c'est cautionner la destruction de nos services, de nos emplois et à terme de la cohésion sociale ; c'est admettre implicitement la remise en cause de nos statuts particuliers, premier pas vers la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée ; c'est aussi accepter de nouvelles dégradations de la qualité du service et de nos conditions de travail ; c'est enfin permettre au gouvernement de confier tout ou partie de certaines missions au secteur privé.

Contre cette politique aveugle et cette logique absurde de liquidation du service public, Solidaires-Finances Publiques appelle les agents à se mettre en grève et à participer aux manifestations et rassemblement initiés par l'intersyndicale interprofessionnelle CGT-Solidaires :

- ↳ **Blois : 14h30 devant la Préfecture**
- ↳ **Romorantin : 10h30 devant la Sous-Préfecture**
- ↳ **Vendôme : 10h30 devant la Sous-Préfecture**

Face au mépris de nos gouvernants qui remettent en cause le code du travail
Face au discours anti-fonctionnaires alimenté par le ministre E. Macron
Face à la dégradation continue de notre pouvoir d'achat
Face au mépris du gouvernement et de la DG pour la démocratie sociale, comme l'a démontré récemment le passage en force du protocole PPCR
Face au démantèlement annoncé des règles de gestion à la DGFIP
Il est grand temps de résister et de manifester notre ras-le-bol :

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 8 OCTOBRE !!